



POLITIQUE

Fol acharnement de l'État sur le CDG Express

Le projet d'une ligne directe entre Roissy et Paris risque de pénaliser les usagers du quotidien. Rejeté par les élus de tous bords, il est jugé « hautement souhaitable » par le préfet Cadot.

Le Charles-de-Gaulle Express avait du plomb dans l'aile. Ce projet de liaison directe entre l'aéroport de Roissy et la gare de l'Est, dans le centre de Paris, sans aucune desserte, doit être suspendu, avait plaidé le syndicat des transports Île-de-France Mobilités (ex-Stif), le 12 décembre 2018. Les travaux générés par ce projet « pourraient durablement détériorer la vie quotidienne de millions de Français », avait aussi souligné la présidente LR de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, qui y était pourtant favorable au départ. Même prise de position de la maire de Paris, Anne Hidalgo, au lendemain de cette délibération du syndicat francilien. La suspension a aussi été réclamée par le président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis (Stéphane Troussel, PS), ainsi que par ses homologues de droite du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne. Un appel de 100 élus, responsables associatifs et syndicalistes, publié vendredi dernier dans l'Humanité, enjoignait aussi au préfet d'Île-de-France de donner la « priorité aux transports du quotidien », prenant au mot Emmanuel Macron.

Les conditions de transport de 2 millions d'usagers menacées

La création de cette ligne de 32km, dont 24km sur des voies déjà empruntées par le Transilien K et le TER Paris-Laon, sur le même faisceau fer-

roviaire que les RER B et D, aura en effet de lourdes conséquences pour les usagers. Ce chantier serait lancé alors même que de lourds travaux doivent être effectués pour améliorer le trafic sur le RER B après des années de sous-investissement. Il sera en outre très compliqué, matériellement, de mener de front ce chantier et les travaux du Grand Paris Express. Résultat : un risque de réduction de trafic, de vitesse sur les lignes, voire de suspension de lignes qui ne se limiterait pas aux périodes de moindre trafic (week-ends, été, soirées...), alerte l'association Non au CDG Express. « On est prêts à dégrader les conditions de transport de 2 millions d'usagers pour transporter une population restreinte (environ 17 000 voyageurs, selon les estimations) et aisée, capable de payer un billet estimé entre 24 et 29 euros », dénonce son président Didier Le Reste. Face à cette mobilisation, le gouvernement a confié au préfet d'Île-de-France, Michel Cadot, une mission pour déterminer les projets prioritaires. Mais ce dernier ne semble pas pour autant décidé à abandonner celui du CDG Express, qu'il a encore défendu bec et ongles dans un entretien accordé lundi au Parisien. « C'est difficile à entendre pour les usagers du quotidien, mais il s'agit d'un argument de compétitivité internationale, explique-t-il. Si Roissy veut rester dans les dix premiers - aéroports mondiaux - et continuer à faire de Paris le moteur du développement du pays, cette liaison est hautement souhaitable. »

En 2019, le préfet préfère donc défendre la compétitivité que l'intérêt général... On aurait pu lui opposer que la métropole francilienne n'a pas eu besoin de cette nouvelle ligne pour devenir la deuxième région la plus riche d'Europe, en termes de PIB par habitant, devant le Nord-Ouest italien et la région londonienne. Et cela n'a pas non plus empêché cette région d'accueillir 49 millions de visiteurs en 2017... Un record.

Un projet indissociable de la privatisation d'Aéroports de Paris

Alors, pourquoi tant d'acharnement ? Pourquoi l'État s'apprête-t-il, malgré toutes ces oppositions, à gager un prêt de 2,1 milliards d'euros pour financer cette ligne qui sera gérée par un opérateur privé ? Cet entêtement ne peut être « détaché de la volonté du gouvernement de privatiser Aéroports de Paris », dénonce Didier Le Reste. Construire cette ligne coûte que coûte est une manière « d'habiller la mariée » et de vendre à prix fort le deuxième aéroport d'Europe. « À un moment où l'aéroport est en phase de développement, avec un quatrième terminal en projet, cela vise à lui donner les moyens de son accès au centre de Paris », confirme d'ailleurs le préfet Cadot. ■

par Pierre Duquesne

